

LA DÉCLARATION DE YAOUNDÉ

La 10^{ème} réunion plénière du Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales (le Forum mondial) s'est tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 15 au 17 novembre 2017. La réunion, accueillie par le Gouvernement camerounais, a réuni 186 délégués de 78 juridictions (y compris 15 juridictions africaines) et 12 organisations internationales et groupes régionaux.

Les membres africains du Forum mondial ont profité de cette deuxième réunion plénière du Forum mondial tenue en Afrique pour réfléchir aux moyens de faire en sorte que les pays africains puissent bénéficier de l'amélioration de l'environnement de la transparence fiscale. À cette fin, S.E. Alamine Ousmane Mey, Ministre des Finances du Cameroun, a organisé le 15 novembre 2017, une réunion de haut niveau des Ministres des finances et des Dirigeants des administrations fiscales africains. Les participants ont reconnu que, même si le paysage mondial de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale a changé, les pays africains n'exploitent pas pleinement les progrès de la coopération internationale dans la mobilisation de leurs ressources publiques. Un appel à l'action a été lancé par un document historique, la « Déclaration de Yaoundé », qui exhorte l'Union africaine à entamer un débat de haut niveau sur la coopération fiscale et les flux financiers illicites et leur lien avec la mobilisation des ressources nationales. Ci-joint le texte de la déclaration.

Le 5^{ème} sommet de l'Union africaine et de l'Union européenne qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire a également reconnu l'importance de cette question et a souligné que la coopération internationale est essentielle pour lutter contre les flux financiers illicites et l'évasion fiscale. Cela renforce le message de la Déclaration de Yaoundé selon lequel l'échange d'informations est le moyen le plus efficace d'améliorer la coopération entre les autorités fiscales du monde entier, qu'il est essentiel de promouvoir intensément cet agenda en Afrique dans les années à venir.

La Déclaration de Yaoundé suscite beaucoup d'intérêt avec l'adhésion de plus de pays africains. Le président français, S.E. Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique, S.E. Theresa May, l'ont également endossée lors de leur sommet du 18 janvier 2018.

L'intention est d'approcher l'Union Africaine, la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique et d'autres organismes continentales avec un nombre critique de signature des Ministres des Finances Africains et de les engager à promouvoir la coopération fiscale internationale pour servir les intérêts de l'Afrique dans la lutte contre les flux financiers illicites.

DÉCLARATION DE YAOUNDÉ**UN APPEL À AGIR POUR COMBATTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES PAR LA COOPÉRATION FISCALE INTERNATIONALE**

Nous, Signataires de la présente déclaration conjointe, réunis à Yaoundé, Cameroun, le 15 novembre 2017, pour la dixième réunion plénière du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (le Forum mondial);

Rappelant l'engagement du Programme d'Action d'Addis-Abeba à redoubler d'efforts pour réduire considérablement les flux financiers illicites d'ici 2030, avec pour objectif de les éliminer, notamment en combattant l'évasion fiscale par le renforcement de la réglementation nationale et de la coopération fiscale internationale, notamment en ce qui concerne l'accès aux renseignements sur les bénéficiaires effectifs par les autorités compétentes et, progressivement, l'échange automatique de renseignements fiscaux entre les autorités fiscales.

Reconnaissant que le rapport du Panel de Haut Niveau de l'Union Africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique sur les flux financiers illicites en provenance de l'Afrique a attiré l'attention sur l'ampleur des flux financiers illicites en Afrique, notamment l'évasion fiscale et d'autres activités criminelles; son impact négatif sur l'agenda de développement et de gouvernance de l'Afrique, tout en identifiant les moyens de s'y attaquer, en particulier en renforçant la coopération et l'échange de renseignements afin d'améliorer la mobilisation de ressources publique.

Soulignant les efforts sans précédent déployés par la communauté internationale pour améliorer la transparence fiscale et l'échange de renseignements, condition préalable pour lutter efficacement contre l'évasion fiscale internationale et combler les lacunes et les inadéquations des règles fiscales permettant un transfert artificiel de bénéfices.

Rappelant les Objectifs de Développement Durables des Nations Unies et en particulier l'objectif de mobilisation des ressources publiques ainsi que les principes de l'Union Africaine dans ce domaine.

Affirmant que le développement durable et la bonne gouvernance font partie des sept aspirations africaines de l'Agenda 2063.

Ayant délibéré sur le thème « Combattre les flux financiers illicites grâce à la coopération fiscale internationale: un appel à agir en Afrique ».

Réaffirmons le rôle important du Forum mondial dans la promotion de la transparence en matière fiscale et l'assistance des pays en développement dans la mise en œuvre des normes d'échange de renseignements en matière fiscale ainsi que l'utilisation des instruments d'échange de renseignements dans leur stratégie de mobilisation des ressources intérieures.

Notons que si des progrès ont été réalisés en Afrique, de nombreux pays ne bénéficient pas encore pleinement du nouvel environnement fiscal plus transparent: seuls 27 pays africains participent à l'échange de renseignements sur demande; seulement cinq d'entre eux participent à l'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers; un grand nombre de pays africains

continuent d'avoir un modeste réseau d'accords d'échange de renseignements, des lacunes dans leur législation nationale et des capacités administratives contraintes qui empêchent leurs efforts dans la lutte contre l'évasion fiscale internationale.

Encourageons tous les pays africains et les Communautés économiques régionales à renforcer leurs efforts dans la lutte contre l'évasion fiscale internationale par la coopération et la transparence fiscale et à travailler à plus de coordination régionale;

Résolus à servir d'exemple en utilisant la puissante infrastructure d'échange de renseignements qui a émergé pour contrer l'évasion fiscale internationale et soutenir la mobilisation des ressources domestiques;

Approuvons le renouvellement pour trois ans (2018-2020) de l'Initiative Afrique lancée en 2014 par le Forum mondial avec le soutien du Forum de l'Administration Fiscale Africaine (ATAF), du Centre de Rencontre et d'Études des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) et du Groupe de la Banque mondiale.

Saluons le soutien continu de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Confédération suisse à l'Initiative Afrique et **Invitons** d'autres instances internationales à soutenir les efforts des pays africains tendant à renforcer leurs capacités.

Considérons que la lutte contre les flux financiers illicites en Afrique par une amélioration de la coopération et de la transparence fiscales serait renforcée si elle était engagée au niveau continental sous les auspices de l'Union africaine, avec le soutien de tous les partenaires au développement et des organisations internationales et régionales.

Entreprenons une initiative de l'Union africaine visant à entamer un débat de haut niveau sur la coopération fiscale et les flux financiers illicites et leur lien avec la mobilisation des ressources publiques.

Encourageons les pays africains, avec le soutien du Secrétariat du Forum mondial, à explorer avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, les Communautés économiques régionales et la Banque africaine de développement une collaboration destinée à conforter les efforts des pays africains dans la mise en œuvre des normes internationales d'échange de renseignements et l'utilisation des outils d'échange de renseignements pour améliorer la mobilisation des ressources nationales;

Demandons au Secrétariat du Forum mondial de rendre compte de la mise en œuvre de ces engagements au Groupe de travail de l'Initiative Afrique dans un délai de six mois.

Fait à Yaoundé, Cameroun, le 15 novembre 2017

En deux originaux en anglais et en français

LISTE DES SIGNATAIRES (au 9 septembre 2020)

	Pays	Signataires	Date
1.	Cameroun	S.E. Alamine Ousmane Mey, Ministre des Finances	15/11/2017
2.	Libéria	S.E. Adolphus Forkpa, Vice-Ministre des Finances et de la Planification du Développement	15/11/2017
3.	Ouganda	S.E. Haruna Kasolo Kyeyune, Ministre d'État aux finances, à la planification et au développement économique	15/11/2017
4.	Bénin	M. Servais Adjovi, Chef de cabinet, Représentant personnel du Ministre de l'Économie et des Finances	15/11/2017
5.	Togo	S.E. Sani Yaya, Ministre de l'Économie et des Finances	19/01/2018
6.	Ghana	S.E. Ken Ofori-Atta, Ministre des Finances	22/02/2018
7.	Seychelles	S.E. Peter Larose, Ministre des Finances, du Commerce et de la Planification Économique	22/02/2018
8.	Tchad	S.E. Dr Abdoulaye Sabre Fadoul, Ministre des finances et du budget	26/03/2018
9.	Madagascar	S.E. Andriambololona Vonintsalama, Ministre des finances et du budget	04/04/2018
10.	Niger	S.E. Massoudou Hassoumi, Ministre des finances et du budget	09/04/2018
11.	Gabon	S.E. Régis Immongault, Ministre de l'Économie, de la prospective et de de la programmation du développement durable	10/04/2018
12.	Burkina Faso	S.E. Edith Clémence Yaka, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Économie, des finances et du développement	13/04/2018
13.	Congo	S.E. Calixte Nganongo, Ministre des finances et du Budget	13/04/2018
14.	Guinée-Bissau	S.E. João Alage Mamadu Fadia, Ministre de l'Économie et des finances	13/04/2018
15.	Mali	S.E. Bakary Bocar Maiga, Ambassadeur du Mali au Congo, Représentant du Ministre de l'Économie et des Finances	13/04/2018
16.	Sénégal	S.E. Amadou Ba, Ministre des finances et du Plan	17/04/2018
17.	Maurice	S.E. Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre	28/05/2018
18.	Mauritanie	S.E. Mohamed Ould Kembou, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Économie et des finances en charge du budget	04/06/2018
19.	Comores	S.E. Said Ali Said Chayhane, Ministre des Finances et du Budget	05/06/2018
20.	Côte d'Ivoire	S.E. Moussa Sanogo, Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État	21/06/2018

21.	Lesotho	S.E. Moeketsi Majoro, Ministre des Finances	19/07/2018
22.	Nigéria	S.E. Kemi Adeosun, Ministre des Finances	06/08/2018
23.	Afrique du Sud	S.E. Nhlanhla M. Nene, Ministre des Finances	19/09/2018
24.	Maroc	S.E. Mohamed Benchaaboun, Ministre des Finances	21/03/2019
25.	Tunisie	S.E. Mohamed Ridha Chalghoum, Ministre des Finances	23/05/2019
26.	Égypte	S.E. Dr. Mohamed Maait, Ministre des Finances	24/11/2019
27.	Kenya	S.E. Amb. Ukur Yatani, Secrétaire du Cabinet par intérim / Trésor national et Planification	25/11/2019
28.	Cabo Verde	Amb. Hercules do Nascimento Cruz pour S.E. Olavo Correia, Vice Premier Ministre et Ministre des Finances	25/11/2019
29.	Djibouti	S.E. Ilyas Moussa Dawaleh, Ministre de l'Économie et des Finances, chargé de l'Industrie	24/11/2019
		S.E. Abdoukarim Aden Cher, Ministre du Budget	27/11/2019
30.	Eswatini	S.E. Neal Rijkenberg, Ministre des Finances	09/09/2020

ETAIENT PRESENTS PENDANT LA SIGNATURE INITIALE

- S.E. Gilles Thibault, Ambassadeur de France au Cameroun
- M. Pascal Saint-Amans, Directeur, Centre de Politique et d'Administration Fiscales, OCDE
- Mme Maria-José Garde, Présidente du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales
- Mme Monica Bhatia, Chef du Secrétariat du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales
- Mme Elfrieda Tamba, Commissaire Général, Liberia Revenue Authority, Libéria
- M. Sie Abou Ouattara, Directeur Général des Impôts, Côte d'Ivoire
- M. Modeste Mopa, Directeur Général des Impôts, Cameroun

SOUTIENS DE LA DECLARATION

Pays/organisations	Soutiens	Observations
France	S.E. Emmanuel Macron, Président de la République	Sommet France/Royaume-Uni, 18 janvier 2018
Royaume-Uni	S.E. Theresa May, Premier Ministre	